

INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE
Établissement public à caractère administratif
Secrétariat Général - Service des achats et des marchés
73 avenue de Paris
94165 SAINT-MANDE CEDEX

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN, nommé par décret
du 3 janvier 2025 (JO n° 0003 du 4 janvier 2025)

Règlement de la Consultation

Prestations de conseil et de media planning ainsi que d'achat d'espaces pluri-media

GBM 25012

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2161-2 et suivants
du Code de la commande publique

Date limite de réception des offres : **Lundi 12 mai 2025 à 12h30**

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

ARTICLE 1. OBJET

Le marché a pour objet de confier à une agence média des prestations de conseil et de media planning pluri-media ainsi que des opérations d'achat d'espaces pluri-media.

Toutes ces prestations sont destinées à couvrir les champs suivants :

- Conseil media,
- Conception d'un plan media tenant compte des impératifs temporels, conjoncturels, budgétaires et de cibles de l'IGN : sélection de tous les types de supports, y compris les *boosts* sur les réseaux sociaux, les espaces sur sites web et applis mobiles du type « programmatique », les contenus réalisés par des créateurs de contenus, ou tout autre support de promotion/publicité digitale, nécessaires à l'atteinte des objectifs, recherche d'espaces ou de créateurs de contenus, négociation, achat d'espace, suivi de campagne, bilan.

Les spécifications techniques et les modalités d'exécution du marché sont fixées au Cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 25012.

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

Le présent marché public est un accord-cadre de services passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du code de la commande publique.

Il est conclu avec un seul opérateur économique, sans minimum ni maximum.

Il sera exécuté au moyen de bons de commande, selon les conditions décrites à l'article 2.4 du Cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 25012.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 4 - DUREE

Le marché est conclu pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Il est ensuite renouvelable par reconduction tacite pour deux nouvelles périodes d'un an à la date anniversaire de la notification. La durée totale du marché ne peut excéder quatre ans.

Trois mois au moins avant la fin de la période de validité en cours, l'IGN fait part au titulaire de son intention de ne pas reconduire le marché.

ARTICLE 5 – VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la remise des plis.

ARTICLE 7 - REMISE DES PROPOSITIONS

7.1 Conditions de remise des propositions (candidatures et offres)

Les plis doivent être déposés par voie électronique. Ils ne peuvent en aucun cas être transmis par télécopie ni par messagerie électronique.

Les offres doivent être remises avant les dates et heures indiquées en page 1 du présent document. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Les remises de plis par voie électronique se font sur la plateforme www.marches-publics.info

Les modalités d'utilisation de cette plateforme sont détaillées sur le document « AWS-Achat Conditions générales d'utilisation » annexé au présent règlement de consultation.

Conditions spécifiques à cette consultation :

Les formats acceptés sont Acrobat (.pdf), RTF (.rtf), Microsoft Word (.doc) sans macro, Microsoft Excel (.xls) sans macro, suite Libre Office, images GIF ou JPEG, et fichiers compressés ZIP ne contenant que les formats précédents. Les présentations PowerPoint (.ppt) sont à éviter. Tout autre format utilisé dans la constitution du pli pourra entraîner un rejet de l'offre en cas d'impossibilité de lire les documents.

L'intégralité du pli devra être téléchargée avant la date et l'heure limite ci-dessus. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.

Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, dans les mêmes délais, à l'adresse indiquée ci-dessous, sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB, disque dur externe).

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde » « Prestations de conseil et de media planning ainsi que d'achat d'espaces pluri-media » « Nom du candidat »

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

La copie de sauvegarde peut être envoyée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception (lettre recommandée avec avis de réception postal, service de messagerie express) à l'adresse suivante :

Institut National de l'Information Géographique et Forestière Service Achats et Marchés Département des marchés Bât. A – Pièce 178 73 avenue de Paris 94165 Saint-Mandé cedex
--

Les plis devront parvenir à destination à l'adresse ci-dessus avant les dates et heures limites pour la remise des offres indiquées en page 1.

7.2 Contenu des plis

Afin de faciliter la lecture et l'appréciation des documents, il est demandé aux candidats de présenter séparément les éléments de la candidature et les éléments de l'offre comme indiqué ci-dessous.

La proposition des candidats sera rédigée en langue française (loi n° 94-665 du 4 août 1994) ou accompagnée d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté et présentée sous enveloppe cachetée.

7.2.1 Dossier relatif à la candidature

Le dossier de candidature comporte les documents suivants :

- **Une lettre de candidature (formulaire DC1)** renseignée (le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)) ;
- **Une déclaration du candidat (formulaire DC2)** renseignée (le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)).

Le candidat doit renseigner les rubriques **C1, E1 et F1 du DC2** et produire les renseignements demandés à la rubrique **G1** du DC2. Le cas échéant, il renseigne les rubriques E3, F4, G2 et H du DC2.

Les informations demandées ci-dessus sont obligatoires. En leur absence, l'IGN peut demander au candidat de compléter sa candidature dans un délai approprié.

L'IGN autorise la candidature au moyen du DUME (document unique de marché européen). Dans ce cas, le DUME se substitue à l'ensemble DC1 + DC2.

N.B. : En cochant la case de la rubrique F1 du DC1, le candidat individuel ou chaque membre du groupement atteste sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Le candidat au présent marché peut se présenter seul ou en groupement d'opérateurs économiques sous forme conjointe ou solidaire. Un groupement d'opérateurs économiques est un regroupement d'entreprises qui mettent en commun leurs moyens (économiques, financiers, professionnels, techniques) pour la passation et l'exécution du marché.

En cas de candidature groupée, il n'est demandé qu'un seul DC1 et un DC2 par membre du groupement. Chaque membre (mandataire compris) d'un groupement conjoint renseigne la rubrique E du DC1 et fournit un formulaire DC2 renseigné (il est demandé d'utiliser les modèles de DC1 et DC2 fournis dans le DCE). Le mandataire du groupement renseigne également toutes les rubriques du DC1 qu'il juge utile.

En cas de candidature sous forme de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de l'ensemble des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Pour renforcer la capacité du candidat au stade de sa candidature, le candidat individuel ou tout membre d'un groupement peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques (sous-traitant, fournisseur, filiale, etc.).

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en renseignant la rubrique H de son DC2 et en produisant pour chacun d'entre eux les renseignements demandés à la rubrique G1 du même DC2.

Il est précisé que chaque sous-traitant présenté par le candidat lors du dépôt de son pli doit faire l'objet d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance fourni dans le DCE ou disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ce DC4, à remettre dans le dossier d'offre, constitue alors une annexe à l'acte d'engagement du soumissionnaire. L'IGN est libre de refuser un sous-traitant, s'il motive sa décision. Si l'IGN ne s'y est pas expressément opposé, la notification du marché public vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement prévues.

7.2.2 Dossier relatif à l'offre :

Le dossier « offre » contient les documents suivants :

- 1) **L'acte d'engagement** complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- 2) **Le mémoire technique du titulaire**
- 3) **La réponse au cas pratique**

La signature de l'acte d'engagement par le candidat emporte acceptation du cahier des clauses particulières.

L'IGN n'impose pas la signature des documents précités au moment du dépôt du pli. Si ces documents ne sont pas signés, l'IGN demandera au seul soumissionnaire retenu de les signer (signature manuscrite ou électronique) lors de l'attribution du marché

Les documents pré-remplis à utiliser sont fournis dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Tout élément d'offre technique et financière incomplet ou insuffisamment renseigné entraînera l'élimination de l'offre. Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

ARTICLE 8 - OUVERTURE DES PLIS – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 Examen des candidatures

En application de l'article L 2162-1 du code de la commande publique, les candidatures seront appréciées en fonction des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur qui constate que les pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la procédure sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

Conformément à l'article R2144-2 du code précité, le pouvoir adjudicateur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ci-dessus ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les

moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

8.2 Examen des offres

Le jugement des offres sera effectué en fonction de l'évaluation des échantillons fournis et des prix et délais proposés pondérés de la façon suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique La valeur technique de l'offre sera jugée sur la base de la note d'intention synthétique prévue dans le cas pratique	60
Prix Le prix sera jugé sur la base du détail estimatif prévu dans le cas pratique*	30
Méthodologie**	10
TOTAL	100

** N.B. : le marché ne prévoit pas de BPU unique, chaque candidat pourra présenter ses prix comme il le souhaite.*

*** La méthodologie sera jugée sur la base d'une note présentant les modalités de travail du candidat pour les prestations objet de l'accord-cadre : profil et organisation de l'équipe du candidat pour répondre aux demandes de l'IGN dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, délais de réponse pour faire une proposition sur la base d'un brief de l'IGN, modalités d'échanges entre l'IGN et le candidat, etc.*

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

La vérification de la régularité de la situation fiscale et sociale du candidat sera examinée conformément aux articles R2143-3 et s. du code précité.

ARTICLE 10 - CANDIDATS ELIMINES

Tout candidat éliminé sera avisé par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception. Conformément à l'article R2181-1 du code précité, les candidats seront informés du motif de rejet de leur candidature ou de leur offre. Les motifs d'élimination détaillés ne seront en aucun cas donnés par téléphone mais par courrier recommandé après demande écrite de la société candidate.

ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les demandes de renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des propositions doivent être transmises à marches-publics@ign.fr.

Plus aucune question ne sera prise en compte 6 jours avant la date limite de remise des offres.